

Jean CHARRON
Université Laval, Québec (Canada)

La factualité dans le journalisme et dans le débat public

Factuality in journalism and public debates

Les genres journalistiques se déploient suivant deux intentions de communication : d'un côté, les genres informatifs où dominent les énoncés factuels (la nouvelle, le compte rendu, le reportage, etc.), de l'autre, les genres dédiés au commentaire, à l'interprétation, à l'analyse (l'éditorial, la chronique d'opinion, la chronique spécialisée, le billet, la caricature, etc.). Il en va de même dans les débats publics où se mêlent des exposés à visée factuelle et des exposés à visée évaluative ou critique. Mais, de tout temps, le point d'équilibre entre les faits et les opinions a été variable, dans les médias comme dans le débat public. Comme aussi a varié le souci de distinguer les deux. Ainsi dans la presse d'opinion nord-américaine du 19^e siècle, le commentaire domine et ne laisse à l'information factuelle que la portion congrue. Dans le débat public de l'époque, on considère que la vérité émerge de la confrontation des points de vue et que la contribution du journal au débat public est d'abord de servir de lieu d'expression des idées. Il faut dire qu'à cette époque de mise en place des institutions politiques démocratiques en Amérique du Nord, les débats publics sont le fait principalement d'élites préoccupées par des enjeux constitutionnels ou de philosophie politique. Quant aux informations factuelles qu'on retrouve dans le journal d'opinion, elles concernent principalement les activités commerciales et accessoirement les mondanités.

Dans le journal d'information du milieu du 20^e siècle, la perspective est inversée : l'information est la visée première du journalisme et le commentaire est confiné à la page éditoriale ou dans quelques espaces bien balisés. On considère alors que la contribution du journal au débat public consiste d'abord et avant tout à établir rigoureusement la vérité des

faits et à les distinguer des opinions. L'éthique du débat public est elle-même fondée sur une convention du même ordre, saisie par la maxime de Beaumarchais : les commentaires sont libres, les faits sont sacrés. Les protagonistes des débats publics peuvent exprimer leurs désaccords sur les valeurs et sur la nature des enjeux publics, sur les objectifs collectifs à atteindre et sur les moyens à mettre en œuvre, mais on attend d'eux qu'ils reconnaissent et respectent les faits, même si cette attente est souvent déçue.

Cette conception moderne du débat public et du rôle des médias semble aujourd'hui battue en brèche. Le système médiatique mis en place à l'ère pré-numérique connaît une crise historique, qui est une crise économique et technologique, mais qui est aussi une crise identitaire et existentielle. Le modèle économique des médias traditionnel, fondé principalement sur la vente de publicité, s'est enrayé depuis que les annonceurs ont déplacé massivement leurs investissements publicitaires du côté des grandes plateformes numériques mondiales. L'attention du public tend à se morceler, elle qui est sollicitée par une offre médiatique dont la croissance a été exponentielle au cours des dernières décennies. Les médias traditionnels, qu'ils se déclinent ou non dans des formats numériques, font face à une double contrainte : comprimer les coûts d'opération et accroître en même temps leur attractivité auprès du public. Ils le font de diverses façons, mais, sur le plan des contenus, ils ont surtout tendance à miser sur une information « à valeur ajoutée », comme disent les économistes. Cela se traduit, en ce qui concerne notre propos, par une mise en valeur du commentaire, de l'opinion, de l'expression d'un point de vue, au détriment de l'information factuelle. Le commentaire, croit-on, permet de rehausser l'intérêt d'une information en donnant un surplus de sens à un fait d'actualité dont on présume qu'il est déjà largement connu du public. On s'adresse en somme, et de plus en plus, à un public dont on pense qu'il sait ce qui s'est passé, ou que quelque chose s'est passé, mais qui n'en saisit pas le sens ou la portée.

Il se trouve que, du point de vue de l'économie de l'information, les *views* détiennent un grand avantage sur les *news*. Le coût de la recherche, la collecte, la vérification et la mise en forme de l'information sur l'actualité, plus élevé que le coût de production d'un commentaire, peut être laissé aux agences de presse et à une poignée de grands médias qui ont encore les moyens de faire ce travail. Les autres peuvent repiquer cette information pour en faire l'objet de commentaires.

Si la valorisation du commentaire dans les médias répond à des impératifs économiques, elle ne se réduit pas à ce seul calcul. Elle coïncide avec une remise en question de la factualité elle-même. En effet,

depuis le début du 21^e siècle, à l'ère de l'individualisme triomphant, du relativisme postmoderne et du constructivisme tous azimut, non seulement la distinction entre faits et opinions devient-elle évanescence, mais elle est elle-même contestée dans ses fondements. Qu'est-ce qu'un fait, en effet ?

En regard de ce questionnement ontologique, on peut dire que l'élection de Donald Trump a pris valeur de symbole. En tout cas elle a mis au monde un nouvel objet de débat public : les *fake news*. Certes, inventer et diffuser de fausses nouvelles est une pratique guerrière vieille comme le monde. Mais s'il est vrai que les humains ont de tout temps trouvé profitable, en certaines circonstances, de préférer et de propager des mensonges ou de fabriquer des vérités qui font leur affaire, les nouveaux outils techniques propres à l'ère numérique (la collecte de données massives, l'intelligence artificielle, le réseautage local ou planétaire par les médias sociaux, le piratage des plateformes sur le Web, le faible encadrement réglementaire d'Internet, etc.) offrent de nouvelles et d'extraordinaires possibilités de brouiller le vrai et le faux. Trump n'est pas le premier chef d'État à prendre des libertés avec la vérité tout en accusant les autres de mentir - tous les politiciens dans l'Histoire ont fait cela à des degrés divers, comme si le mensonge était une nécessité politique. Cependant Trump innove dans le paradoxe en fondant ouvertement, explicitement, voire candidement, ses politiques et son discours sur une ontologie selon laquelle les faits n'ont pas d'importance. Quand des faits l'indisposent - ça arrive souvent - il leur oppose des « faits alternatifs » qui se trouvent propulsés et très largement diffusés par les médias numériques.

C'est ce contexte qui a inspiré le thème de ce numéro d'*Argumentum*. À l'ère où les médias sociaux, régis par des algorithmes et porteurs de *fake news*, tendent à devenir une des plus importantes sources d'information pour le gens en général, et dans le contexte d'une crise des médias traditionnels qui les forcent à se redéfinir et à mettre en relief une valeur ajoutée dans l'information, comment s'établit et comment évolue le rapport entre fait, analyse et opinion dans le journalisme et dans le débat public contemporains ?

Cette thématique a interpellé plusieurs membres du *Groupe de recherche sur les mutations du journalisme* (Louise Chaput, Sébastien Charlton, Jean Charron, Gilles Gauthier et Philippe Marcotte) auxquels se sont joints quelques collaborateurs (Murielle Béasse, François Demers, Florence Le Cam et Fabio Pereira).

François Demers explique que la crise des médias se traduit par un effritement de la fonction de filtre (*gatekeeper*) que jouait le système médiatique traditionnel en regard des débats publics. Les médias devaient trier et valider les informations d'intérêt public et donc établir une forme de vérité à usage public. Les médias traditionnels ont de plus en plus de peine à exercer cette fonction. Plus encore : la fonction elle-même ne paraît plus acceptable aux yeux de plusieurs. Selon Demers, une certaine critique contemporaine des médias, nourrie aux mouvements intellectuels de la contre-culture, du néo-marxisme et de la critique de la science, aboutit à l'idée qu'aucune transcendance ne peut soutenir les prétentions des médias à exercer un rôle d'arbitrage dans la communication publique. Cependant Demers observe des indices qui pointent au contraire vers un rétablissement de la fonction de *gatekeeping* et du critère de vérité, comme le mouvement du *fact-checking* et les appels à l'encadrement et à la mise à contribution des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft).

Une partie de la solution passe sans doute par un travail de résistance de la part des journalistes des médias en ligne. Pourtant, à en croire les témoignages recueillis par **Florence Le Cam** et **Fabio Pereira**, les journalistes qui travaillent pour des médias en ligne seraient vulnérables aux manipulations liées à la propagation des *fake news*, dans la mesure ils n'ont pas les ressources qu'il leur faudrait pour répondre adéquatement aux injonctions de vérification et de validation des faits. Ces journalistes estiment que les contraintes organisationnelles et les difficultés économiques des médias en ligne leur imposent un rythme et des modalités de production de l'information qui tendent à faire d'eux des passeurs d'information, sans garanti de vérité.

Alors comment faire face à la prolifération des *fake news* à l'ère numérique ? Une autre partie de la solution se trouve aussi sans doute dans l'éducation aux médias et dans le développement, surtout chez les jeunes, d'une plus grande littératie médiatique. **Murielle Béasse** présente les résultats d'une recherche exploratoire qui porte sur le potentiel pédagogique et critique des nouvelles formes de récit numérique d'information (documentaires multimédia, web-documentaires, récits interactifs ou participatifs, etc.). Elle suggère que l'expérimentation de ces nouvelles formes de récit numérique à des fins d'information favorise le développement de capacité critique chez les apprentis journalistes. Elle avance que cette forme d'apprentissage pourrait être étendue à un large public d'utilisateurs du Web afin de contrer la propagation des *fake news*.

Certes, le contexte actuel, auquel réfèrent François Demers, Florence Le Cam, Fabio Pereira et Muriel Béasse, a quelque chose de particulier et d'inédit, mais il reste que, depuis au moins la deuxième moitié du 19^e siècle, la factualité, et plus largement le rapport au réel, ont été et continuent d'être un enjeu fondamental du journalisme et, comme le montre la contribution de **Jean-René Philibert**, alimentent la critique de la presse. Selon Philibert, trois enjeux se dégagent de la critique adressée à la presse entre la deuxième moitié du 19^e siècle et le début du 20^e siècle à propos du rapport au réel : le degré acceptable de subjectivité des journalistes, l'autonomie dont ils doivent jouir dans l'accomplissement de leur travail et la compétence que l'on doit exiger d'eux. Cette analyse fait voir que, même si les conditions concrètes dans lesquelles s'exerce le journalisme à cette époque sont très différentes de celles qui existent aujourd'hui, les problèmes que soulève la critique à propos de la subjectivité, de l'autonomie et de la compétence des journalistes sont essentiellement les mêmes.

Si la factualité pose au journalisme un défi récurrent, la manière de le relever ou, à tout le moins, de composer avec lui, varie dans le temps. **Jean Charron, Sébastien Charlton et Philippe Marcotte** donnent une mesure de cette variation en analysant l'évolution des journaux télévisés au Québec depuis les années 1960. On voit qu'au fil des années et de manière progressive, le journal télévisé adopte un point de vue de plus en plus analytique et interprétatif, notamment à travers des procédés de contextualisation et de problématisation des événements. Le JT n'en est pas moins factuel; c'est plutôt la conception de ce qu'est un fait qui a changé. Selon cette conception, un fait n'est pas une occurrence brute : c'est une occurrence à laquelle on attribue une signification qui la qualifie comme « événement » digne de l'attention publique. Ainsi, dans le cadre des reportages télévisés, la distinction classique entre *news* et *views* devient de moins en moins opérante.

Louise Chaput s'intéresse aux blogues tenus par des journalistes politiques. Ces blogues, en tant que déclinaison en mode numérique de la chronique d'opinion politique, appartiennent d'emblée à l'univers des *views*. Les journalistes y expriment des opinions et des commentaires, mais ils le font dans le respect des normes de factualité du journalisme professionnel traditionnel. Cependant le blogue se distingue de la chronique d'opinion par le recours à des procédés stylistiques propres à la conversation : registre plus familier, ton personnel voire intime, interpellation du lecteur, simulacre de spontanéité et d'interaction, etc. Dans le blogue, les journalistes politiques s'éloignent de la posture

distanciée qui sied à l'analyste expert, au profit d'une rhétorique en apparence plus subjective et intersubjective.

La question de la factualité se pose aussi, nous l'avons dit, dans le débat public. En effet les désaccords qui donnent lieu à des débats ne portent pas que sur des valeurs ou des convictions; ils portent souvent sur le diagnostic à poser quant à l'existence « réelle » et la nature « exacte » du problème à résoudre ou des solutions envisageables. L'objet du débat et les arguments avancés prennent alors un caractère factuel, ou donnent lieu à une « factualisation » du débat. Il s'agit, dans les débats de ce genre, de déterminer quelle interprétation d'une réalité sociale doit être considérée comme un fait, indépendamment des préférences, des évaluations ou des valeurs que les protagonistes peuvent par ailleurs exprimer. Dans cette perspective, éclairée par la théorie de la réalité sociale de John Searle, **Gilles Gauthier** analyse un débat visant à déterminer si, au Québec, un déficit historique d'affirmation identitaire est ou non un déterminant de la manière dont s'y pose le problème de la laïcité. Il met en relief le caractère factuel de l'objet du débat et des arguments et contre-arguments que déploient les protagonistes du débat. On peut dire, suivant les catégories de Searle, que les protagonistes énoncent des jugements épistémiquement objectifs (donc sujets à un critère de vérité) à propos d'entités ontologiquement subjectives (en l'occurrence des réalités sociales qui, même si elles échappent à une « description physico-chimique » n'en sont pas moins réelles).